

Un autre monde est nécessaire. Ensemble, il devient possible. Retour à un temps d'activisme des gauches

Par **André Seleanu**

Reprise des reportages sur le Forum social mondial de Porto Alegre du 31 janvier au 5 février 2002.

Préface du 27 décembre 2017

En 2002, ce slogan empreint d'optimisme synthétisait un idéal, il suggérait la générosité des orientations du deuxième Forum social mondial. Organisée dans la ville industrielle de Porto Alegre au sud du Brésil sur l'invitation du gouvernement local formé par le Parti des travailleurs (PT), cette réunion rassemblait des participants de cent vingt-trois pays : elle reflétait le désir d'affirmer les priorités des sociétés civiles et des mouvements sociaux. Ceux-ci étaient en butte aux agressions économiques liées à la globalisation néolibérale, prônées notamment par le Forum de Davos en Suisse, une réunion triomphale tenue annuellement en janvier par quelques-uns des principaux acteurs économiques mondiaux : multinationales, think tanks, politiciens, économistes. Pour sa part, le Forum social mondial devenait à son tour, et dès ses débuts, une institution de référence du mouvement altermondialiste.

On rencontrait parmi les invités principaux du Forum Bernard Cassen, directeur général du journal *Le Monde diplomatique*, ainsi que Oded Grajew, industriel brésilien, membre d'Entrepreneurs pour la citoyenneté : deux fondateurs visionnaires de l'institution altermondialiste, réunis pour la première fois l'année précédente à Porto Alegre. Dans la première partie du reportage publié dans la revue *Recto Verso* en 2002, je proposais un récit de la rencontre de deux conceptions généreuses qui fondaient un style et une méthode pour les

sessions du Forum. En lisant ces textes, on constate que les gauches social-démocrates, anarchistes, écologistes (etc.) étaient bien plus actives internationalement au tournant du millénaire. Sur une note positive, je remarque que la mobilisation intercontinentale contre le projet de la Zone de libre-échange des Amériques a contribué à y mettre fin. Le thème du budget participatif a été très discuté, mais ses vertus n'ont pas fait l'unanimité.



Oded Grajew, industriel Brésilien, l'un des fondateurs du Forum Social Mondial

L'atmosphère était festive et la joie semblait envahir l'esprit des participants qui comptaient des membres d'ONG, des représentants parlementaires, des délégations des premières nations, ou encore des touristes et des citoyens venus pour s'opposer aux valeurs et aux pratiques du capitalisme intégral.

Pour moi, ce fut une occasion sans pareil non seulement d'observer et de participer au Forum, mais de retracer pour la revue *Recto Verso* – et également pour le journal *Le Devoir* – l'ambiance de ces travaux baignant dans l'euphorie du dialogue. Nous étions une délégation de huit journalistes et photographes de Montréal sous la direction de Richard Amiot, rédacteur-en-chef de *Recto Verso*. La délégation du gouvernement du Québec était conduite par Louise Beaudouin, ministre des Relations internationales.

Près de quinze mille personnes ont participé au premier Forum social mondial. Lors du deuxième, on pouvait en compter soixante mille. L'institution se présente comme « un espace ouvert; les groupes qui

défendent la lutte armée ne sont pas les bienvenus » (1). Toute une série de politiciens, de représentants des partis sociaux-démocrates du Nord et du Sud – des Brésiliens, des Français, des Allemands, et même des délégués du Parti communiste de Cuba – étaient présents pour des conversations informelles, des séminaires et des réunions de planification stratégique, aspect qui sera abordé dans le deuxième segment de mon reportage.

Côté diplomatie et politique, les rencontres interparlementaires, de même que les débats du « Foro » de Sao Paulo – association des parlementaires de gauche et de nationalistes latino-américains, dans le sens d’une opposition à l’hégémonie des États-Unis – ont eu des effets très importants. Le 12 avril 2002, il y a eu une réaction commune contre les conspirateurs qui voulaient renverser Hugo Chávez, président du Venezuela. Des pays aussi importants que le Mexique, le Brésil et le Chili n’ont pas reconnu la junte de conjurés de droite, ce qui a contribué à l’échec de la tentative de coup d’état contre le leader bolivarien.

Au fil des années, le paysage s’assombrissait. L’heure n’était plus à l’euphorie. Le bras de fer entre la droite et la gauche en Amérique latine prenait un tournant dramatique. Le président Manuel Zelaya, représentant d’une coalition de gauche, est renversé par un coup d’état au Honduras en 2006. Fernando Lugo, ancien évêque et président du Paraguay, est destitué par le sénat en 2012 dans ce qui fut nommé un « coup d’état parlementaire ». Ce n’était que le premier acte d’un drame qui culmina au Brésil en 2016 par la destitution parlementaire de la présidente Dilma Rousseff, du Parti des travailleurs. Selon l’opinion générale, la droite, qui contrôlait le vote parlementaire menant à la destitution, était plus corrompue que la direction politique du PT – également accusée de corruption. Cependant, en ce moment même, les mouvements pro-indigènes sont toujours au pouvoir en Bolivie avec la présidence d’Evo Morales et en Équateur, où Lenin Moreno est élu président au début de 2017.

À la suite de la guerre d’Afghanistan, de l’invasion de l’Iraq par les États-Unis, et d’épisodes terroristes, la surveillance électronique s’est accrue au niveau mondial. Le « Patriot Act » aux États-Unis (2001),

la Loi antiterroriste au Canada (2001), la décision-cadre du Conseil de l'Union Européenne relative à la lutte contre le terrorisme (2002), la proclamation de l'état d'urgence en France (2016) contribuent à installer une atmosphère diffuse d'anxiété, qui a pour effet de décourager l'activisme social.

Le Forum s'est poursuivi néanmoins à Mumbai (2004), à Belém au Brésil (2009), à Montréal (2016). Parfois on dit que « le Forum a survécu sans grande dynamique ». Alors qu'en 2002 les médias internationaux le couvraient, faisant même les délices de la presse française, à présent il reçoit peu d'attention dans un environnement médiatique dominé par une droite centralisée dans l'espace numérique international.

De manière très honteuse, le Forum de Montréal est entaché par le refus de visas pour trois cents invités du tiers-monde, dont six parlementaires et une ancienne première ministre du Mali. Contre vents et marées, le Forum de Belém enregistrait quant à lui un franc succès avec 150 000 participants.

Des nouvelles urgences s'imposent, telles que le mouvement des réfugiés de guerre et économiques, ou encore la montée des mouvements racistes et identitaires. En mars 2018, un Forum assez modeste se tiendra à Salvador de Bahia au Brésil avec un budget prévu de 2,5 millions d'euros. Des allocutions du leader travailliste britannique Jeremy Corbyn, ainsi que de Bernie Sanders, doyen de la gauche américaine, sont pourtant attendues.

(1) www.journal.alternative.ca/spip

Le Forum social mondial

Reportages publiés originellement dans la revue Recto Verso mars-avril 2002.

En fait, il est maintenant difficile d'imaginer Porto Alegre sans cette énorme fête. La tête tourne entre l'immense choix d'ateliers sur les problèmes de la mondialisation, ainsi que le rythme des sambas et des spectacles improvisés dans les jardins et les espaces de l'Université

catholique. Les espaces agencés de manière baroque résonnent aux modulations envoûtantes d'Imagine, la chanson testament de John Lennon.

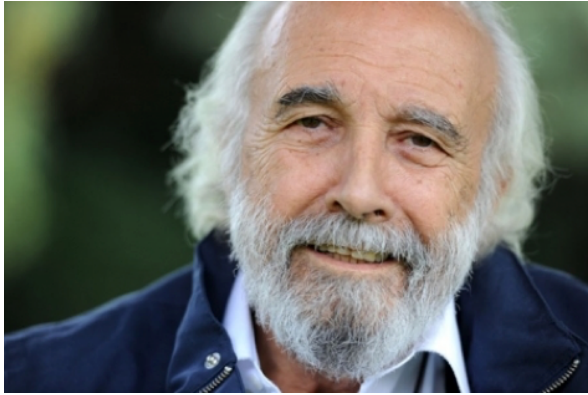
Vision ingénieuse, faisant miroiter non pas un mais plusieurs avenir – ou variantes d'avenir, selon la formule presque magique « Un autre monde est possible », le Forum de Porto Alegre est la réalisation étonnante d'un rêve. En février 2000, l'industriel brésilien Oded Grajew imagina un contre-Forum comme réplique à ce qui se passait à Davos, en Suisse.

La frénésie boursière et high tech battait son plein, et les télévisions commerciales diffusaient la vision de l'apothéose du pouvoir financier et technologique du monde entier. Bill Gates, Michael Dell, George Soros émettaient leurs prophéties cyniques sur l'avenir, à partir d'agréables chalets et hôtels cossus d'une Suisse sous la neige. Davos était l'aimable fête et concours des puissants et des suffisants.

En contrepartie, Grajew a conçu un Forum dont le point de mire serait les souffrances des milliards de laissés-pour-compte, de ces « perdants », de ces parias voués au néant par une « sagesse » néolibérale écervelée. Grajew, quant à lui, est membre d'Entrepreneurs pour la citoyenneté : entrepreneurs qui réunissent la conscience sociale et l'esprit d'entreprise. Cette idée est présente dans la doctrine sociale de l'Église catholique et elle a aussi été amplement mise en pratique dans les pays protestants depuis les débuts de la révolution industrielle. Ce n'est qu'aux temps du néo-libéralisme virtuel que la conscience sociale est devenue une sorte de tare. Grajew proclame le partage des bénéfices. « L'entreprise a une mission sociale », prêche Grajew.

Il a partagé ce rêve avec Sergio Haddad, professeur de sciences de l'éducation à l'Université catholique de Sao Paulo et président de l'association des ONG du Brésil, et Francisco Whitaker, président de la Commission de paix et justice au sein de la commission des évêques du Brésil. Cette commission fut créée afin de résoudre les différends entre l'armée et la société brésilienne, après la fin de la dictature militaire en 1985. Signe des compromissions de la transition démocratique, peu de militaires coupables de crimes contre les civils furent poursuivis en

justice. La commission, quant à elle, est restée en place et s'occupe maintenant d'une variété de problèmes sociaux.



Francisco Whittaker de la commission des Évêques du Brésil

En juillet 2000, Grajew, Whittaker et Haddad étaient à Paris et trouvèrent un partenaire enthousiaste pour organiser un Forum social mondial en Bernard Cassen, directeur de l'information du Monde Diplomatique, et fondateur de l'organisme ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne), qui apportait son appui au projet des Brésiliens.

Au Brésil, pays du Sud aux immenses différences sociales et aux millions de paysans sans terre – car d'immenses propriétés non cultivées sont dans les mains d'entrepreneurs privés – le Forum social mondial pouvait jeter une lumière crue sur l'hypocrisie des riches et le dénuement croissant du tiers-monde. Le gouvernement du Partido dos Trabalhadores, dont l'idéologie est anti néolibérale et socialiste, a offert un site à Porto Alegre pour loger le forum. « Il aurait été désastreux pour l'image médiatique interne du gouvernement fédéral brésilien, s'il avait rejeté la tenue du forum », explique Francisco Whittaker.

Mais le forum ne peut pas desservir le gouvernement du président Cardoso qui pratique son propre nationalisme économique modéré envers les États-Unis.

De grands réseaux de la société civile internationale, telle l'Alliance sociale continentale réunissant beaucoup de syndicats et d'ONG des Amériques, ainsi que l'organisme Amnesty International se sont enthousiasmés pour le concept du Forum social mondial. La fondation Ford de New York, indépendante aujourd'hui de sa fondatrice, la famille Ford, soutient une variété de causes progressistes avec une composante communautariste : elle contribue à la dotation informatique du Forum social mondial. D'autres organismes européens, tels qu'OXFAM – proche de l'église catholique – et la fondation allemande Heinrich Böll, gérée par le parti des Verts et subventionnée par l'État allemand (très active à soutenir des revendications sociales dans le Cône Sud) octroie des fonds à l'organisation du forum. Droits et démocratie (fermée par Stephen Harper en 2012 – note de 2017) de Montréal fait aussi partie des donateurs au Forum. ATTAC France et Le Monde Diplomatique sont étroitement liés à l'organisation du forum.



Porto Alegre 2002 – Manifestation de jeunes

L'arrière-plan diplomatique

Une résistance transcontinentale des gauches s'organise de manière énergique et apparemment empressée devant ce qui est perçu à Porto Alegre comme une lourde hégémonie des États-Unis dans les Amériques. Ceci est possible car le Forum social mondial possède une dimension diplomatique qui coexiste avec le projet social des forums et ateliers. Une rencontre historique entre les gauches latino-américaines et européennes avait lieu dimanche passé.

Aloisio Mercadante, un haut responsable du Partido dos Trabalhadores, proposait la création d'un forum international permanent des gauches, nommé le Forum de Porto Alegre. Il critiquait âprement le Chapitre 11 de l'Aléna, qui favorise au niveau légal les corporations au détriment des États.

La réunion avait lieu dans une salle discrète, appartenant au centre municipal du Partido dos Trabalhadores. Cet espace est physiquement éloigné des activistes, des délégués, des curieux réunis par les nombreuses conférences des autres espaces de l'Université catholique, cœur urbain autour duquel s'articule le Forum.

Roberto Regalado, un membre clé du comité central du parti communiste de Cuba, qui est co-fondateur du Foro de Sao Paulo, était présent à la réunion politique de dimanche. Il a fait un compte-rendu des crises financières récentes subies par les économies sud-américaines, ainsi que leurs coûts sociaux et les problèmes structurels du libre-échange. Regalado était fondateur du Foro aux côtés des représentants du Partido dos Trabalhadores du Brésil en 1990. Le groupe de gauche, qui se réunit annuellement et dernièrement à la Havane – quasiment inconnu au Canada – allie la réflexion et la prise de décisions communes par des parlementaires de gauche latino-américains.

Le Foro de Sao Paulo réunit le PRD mexicain, le Parti communiste de Cuba, le Parti Sandiniste du Nicaragua, le front Farabundi Martí, ancienne force de guérilla salvadorienne devenue parti politique, le Frente Amplio, coalition de gauche de vingt partis d'Uruguay, qui

intègre également un parti chrétien-démocrate. Des dizaines d'autres partis de gauche d'Amérique latine font partie du Foro de Sao Paulo. Le Foro se veut un espace politique des gauches, respectant les différences, tout en s'opposant au projet économique néolibéral nord-américain. Il prône le socialisme démocratique (en dépit de la présence cubaine!).

« Le Foro de Sao Paulo est dirigé par un présidium constitué du PRD du Mexique, du Frente Amplio d'Uruguay et du Partido dos Trabalhadores », expliquait Mercadante. Il souligne le grand respect des différences culturelles et idéologiques à l'intérieur de cette alliance informelle. Néanmoins une nette zone d'équivoque se détachait dans le discours : « Toutes les décisions sont prises par consensus », notait Mercadante, sans aucunement entrer dans les détails individuels du processus conduisant à ce consensus.

Parmi les responsables européens présents à la rencontre de dimanche, se retrouvaient Jean-Luc Mélenchon, ministre socialiste français délégué à l'enseignement professionnel, entouré de six conseillers, ainsi que Detlev von Larcher, député de la gauche du Parti social-démocrate allemand (actuellement au pouvoir). Vincent Garcés, un député socialiste espagnol, avait également pris la parole.

Lutte contre la ZLÉA (Zone de libre-échange des Amériques)

Au-delà de toutes les nuances et divergences, les participants latino-américains et européens étaient d'accord lors de la rencontre sur un point essentiel : leur rejet catégorique de tout traité sur une zone de libre-échange des Amériques, au moment même d'une possible acceptation par le congrès américain de la trade promotion authority souhaitée par l'administration Bush.

« La Zléa est un projet stratégique de première importance », soulignait le député socialiste espagnol Garcés, mettant l'accent sur la perspective stratégique que confère la connaissance de l'histoire de l'empire espagnol. « Si la Zléa se consolide dans 2, 3, 4, 5 ans, il n'y aura plus de grand débat. Maintenant, c'est le moment de faire des alliances. Nous pouvons bloquer le processus de mondialisation ».

Jean-Luc Mélanchon exprimait un fort appui pour le Partido dos Trabalhadores ainsi que sa préférence pour Ignacio Lula da Silva, son candidat aux élections présidentielles brésiliennes d'octobre 2002 (élu président cette année-là – note de 2017). Lula est clairement le seul candidat d'un grand parti brésilien adoptant des positions économiques nationalistes de gauche. Le PSdB de l'actuel président Cardoso se dit nationaliste, et pourtant il est plutôt proche des États-Unis.

Alliance des Gauches au Plan International

« Nous devons veiller à ce que le Mercosur, le traité de libre-échange qui réunit les pays du Cône Sud de l'Amérique s'affermisse et que le traité Zléa ne puisse pas soumettre l'Amérique latine », remarquait dans son allocution le député social-démocrate allemand Von Larcher. Interviewé séparément, il a dit parler en son propre nom, et non pas en celui du gouvernement allemand. « L'Union européenne et Mercosur doivent renforcer leurs liens », ajoutait von Larcher.

Les députés français, allemands, espagnols et suisses présents font partie de la République sociale européenne, une alliance informelle qui réunit des membres des gauches socialistes du parlement européen de Strasbourg, ou des parlements nationaux ouest-européens. Ce groupe s'oppose radicalement aux mesures néolibérales : régime flexible de la main d'oeuvre, privatisations, etc.

Derrière la présence des gauches socialistes européennes, il est néanmoins possible de voir se manifester les intérêts des gouvernements sociaux-démocrates allemands et français et, par delà ceux-ci, de l'Union européenne; intérêts également manifestés par une abondante présence diplomatique française autour du Forum social mondial.

« Nous voulons construire une résistance à la mondialisation néolibérale », intervenait Aloisio Mercadante, responsable des relations internationales du Partido dos Trabalhadores, « et nous espérons que le lien avec la République sociale européenne soit une alliance stratégique », continuait Mercadante. « Les lois sociales de l'Union européenne sont une référence obligatoire pour nous latino-américains afin de construire

notre chemin. Nos propres hommes politiques ont été sans vision. La Zléa est asymétrique: les États-Unis produisent 76 % du PIB des Amériques, mais le Brésil seulement 6 % ». Il désapprouvait le fort déséquilibre des tarifs à l'importation entre le Brésil et les États-Unis, fonctionnant en faveur des derniers. « Cette rencontre est la première de toute une série », concluait Bernard Pignerol, député socialiste français, fondateur et initiateur de la République sociale européenne. Les rencontres périodiques entre gauches européennes et latino-américaines se caractériseront par la « recherche progressive du consensus ».

Fermeture du Forum : Cloches et Sambas

Au milieu de rythmes enivrants sur le thème d'Un Autre monde est possible, la cérémonie de fermeture du Deuxième Forum social mondial (avec environ 15 000 participants présents) a été marquée par la présence de personnalités telles que Oded Grajew, l'initiateur des forums de Porto Alegre, Kjeld Jacobsen, le président de la CUT, la centrale des syndicats brésiliens, Rigoberta Menchu Tum, prix Nobel de la paix et combattante pour les droits des indigènes des Amériques, Francisco Whittaker, président de la commission de paix et réconciliation de l'épiscopat brésilien et organisateur et initiateur du Forum; Nora Morales de Cortiñas, présidente de l'Association des mères des personnes enlevées et tuées par la dictature argentine de 1976 à 1983 – las Madres de Mayo. La direction du Partido dos Trabalhadores : Olivio Dutra gouverneur de Rio Grande do Sul, Tarso Genro, maire de Porto Alegre, ville hôte du forum et Migue Rossetto, vice-gouverneur, qui était parmi d'autres invités officiels à la tribune d'honneur.

La cérémonie a commencé avec une musique brésilienne et s'est terminée avec les rythmes rapides et éblouissants de la samba et de la musique de carnaval. Dans une atmosphère de liesse, tous les gens présents dansaient. Un représentant indien des Kogis de Colombie a entonné des airs traditionnels dans une conque pour signifier la sagesse des savoirs ancestraux des Premières nations. Des enregistrements de cloches ont symbolisé la présence de l'église catholique dans le déroulement du processus.



Marche organisée durant le FSM. Photo : Gunther Gamper

Le message principal du Forum était de s'opposer à la Zone de libre-échange des Amériques ne doit pas passer, car elle ne représente pas les intérêts de la population des deux continents, mais plutôt ceux des corporations transnationales. Le slogan du Forum était « Non à la Zléa! »

Un troisième Forum social mondial aura aussi lieu à Porto Alegre en 2003, en même temps que le forum de Davos. Des forums sociaux continentaux locaux sont prévus en 2002, de la manière suivante : asiatique au Népal, sud-américain à Quito en Équateur; également méditerranéen : aux États-Unis – en Californie, et même un forum Palestine-Israël. Il s'agit de la mondialisation du Forum social mondial. Sans être trop clair sur ce sujet, le Forum social mondial se veut un instrument de lutte contre la guerre. Il fait le lien entre cette lutte et le combat pour les droits de l'homme et contre la pauvreté.

Consensus sur la Primauté des Droits de l'Homme

Il y a un consensus dans le second forum à savoir que les droits de l'homme, détaillés dans la déclaration universelle des Nations-Unies,

doivent avoir « préséance » sur tout traité international ou commercial, et ils doivent régir les règlements des organismes internationaux. Ce forum a aussi été marqué par des jeux d'influence dans les coulisses, avec une délégation socialiste gouvernementale de France comportant quatre ministres et plusieurs centaines de fonctionnaires, qui ont signé un traité de coopération avec le gouvernement PT. La République sociale européenne, aile gauche des socialistes de l'Union européenne, s'est engagée à appuyer et à continuer un dialogue soutenu avec le Partido dos Trabalhadores et le Foro de Sao Paulo, association de parlementaires de gauche des pays latino-américains, afin de renforcer le Mercosur, et possiblement de mettre en échec la Zléa.

« Des Tribunaux de Commerce Secrets »

La structure actuelle du commerce international n'est pas une fatalité, comme veulent nous faire croire les puissants de ce monde. Telle toute chose humaine, elle peut être changée, adaptée. C'est le message de Lori Wallach, la jeune et médiatique directrice de Public Citizen, la célèbre ONG antimondialisation financière de Washington. La constellation de noms de première importance instruisant le forum sur la nature inéquitable du commerce international, réunissait également Hector de la Cueva, directeur mexicain de l'Alliance sociale continentale, et Bernard Cassen, directeur de l'information au Monde Diplomatique et président d'ATTAC France, l'un des organisateurs du Forum social mondial. Le débat était le coup d'envoi d'une série d'ateliers sur le commerce international dominé actuellement par les règles de l'OMC. Le consensus qui en est ressorti est que la ribambelle de traités régissant le commerce dans l'esprit de l'OMC n'est qu'une fuite en avant. Cependant, la session a surtout été analytique.

Madame Wallach agitait des livres amplement feuilletés des accords de l'Aléna et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Sa recommandation devant un auditoire de 600 personnes était de lire les clauses de près pour ne pas se laisser leurrer par des mots obsédants - même attrayants et difficiles à décoder dans leurs implications - tels que « libre-échange » ou « libéralisation des régimes douaniers », etc.

La réalité de ces slogans et traités est symbolisée par le Chapitre 11 de l'Aléna, qui est « un système global pour poursuivre les gouvernements devant des tribunaux de commerce secrets ». Le mot « secret » a des relents d'Inquisition...

La Zléa réalisée serait la même chose – et pire encore, selon madame Wallach. « Au Canada, une substance carcinogène, interdite aux États-Unis est imposée grâce à l'Aléna », continue madame Wallach. La lutte contre ces traités et leurs principes doit avoir lieu dans l'espace politique.

La Zléa, c'est d'abord « les États-Unis qui veulent imposer leurs besoins sur le Brésil, ne vous trompez pas », explique Lori Wallach. Ce dernier pays a ses lois protectionnistes qui ont aidé à construire une industrie passablement avancée – la Zléa la mettrait en péril – et il a d'immenses ressources en Amazonie, dont il s'agit de s'emparer. Madame Wallach a souligné le rôle primordial des gouvernements pour établir des critères nationaux de développement pour leur pays, en opposition aux investisseurs internationaux. Pour elle, les traités aux obsédants acronymes ne sont que les signes d'un statu quo déliquescents et en faillite.

Hector de la Cueva a apporté des preuves fortes, chiffres en main, pour montrer que l'Aléna nuit au Mexique. La terre du Mexique est de 31, 5 % plus polluée, l'air de 18 %, et l'eau de 15 % plus sale qu'avant la mise en vigueur du traité. Le plan Puebla-Panama, visant à construire un canal traversant l'isthme de Tehuantepec, ainsi que des maquildoras, loin de moderniser la zone, déstructure les communautés indigènes, « qui ont la fâcheuse tendance » (!) de se soulever contre ce genre de projet. Ce plan ne fait que réanimer des fantasmes géographiques et économiques qui existaient déjà au dix-neuvième siècle.

Dot Keet, de Africa Trade Network (Afrique du Sud), a offert un compte rendu très vif de l'opposition africaine au patenting des semences et des micro-organismes, stipulé dans l'article 27 paragraphe 3b des règlements de l'OMC. Plusieurs pays africains proposent l'abolition de cette clause.

À la fin des travaux de cette assemblée, Bernard Cassen a confirmé que le premier ministre belge Guy Verhofstadt, qui « voulait faire une représentation devant le Forum social mondial », ainsi que Mats Carlsson, vice-président pour les relations internationales de la Banque mondiale, ont été vivement découragés de se présenter au Forum (et en effet, ils en furent absents), car même si ce Forum se décrit comme ouvert à « une diversité de tendances », il n'est pas pour autant « une plate-forme pour des néolibéraux déclarés », de dire Cassen.

Entrevue avec Hector de la Cueva, Directeur de l'Alliance Sociale-Continental

Le dirigeant syndical mexicain était parmi les panélistes d'un symposium sur les problèmes structurels du commerce international.

AS (André Seleanu). Comment voyez-vous le mouvement contre la mondialisation corporative après le 11 septembre 2001?

HC (Hector de la Cueva). Le gouvernement des États-Unis croit avoir davantage d'autorité morale depuis cette date. Mais les attentats ne constituent pas une carte blanche pour le libre-échange. Le mouvement de protestation ne recule pas. Au contraire, le Forum social mondial démontre la santé et le dynamisme du mouvement. Ici, c'est le laboratoire où l'on cherche les alternatives. Le Forum est un visage des mouvements populaires. L'accent est mis sur la diversité dans les composantes des mouvements. Le conseil organisateur du Forum fera une synthèse des conclusions des ateliers qu'il rendra publique après la fin du Forum.

AS. Selon vous, le projet pour la Zléa est-il perfectible?

HC. Le projet Zléa, ainsi que l'Aléna ne peuvent pas être améliorés. C'est une erreur de bâtir ces projets avec des clauses sociales ajoutées. Je crois que c'est possible de complètement renégocier les accords : c'est réaliste s'il y a une volonté politique. Au temps de la négociation de l'Aléna, le gouvernement mexicain se comportait comme un agent d'influence pour des intérêts autres que mexicains.

AS. Croyez-vous que la Trade Promotion Authority va recevoir l'appui du Sénat américain?

HC. Malheureusement, oui. Depuis le 11 septembre, l'orgueil de l'administration Bush s'est accru. Le traité Zléa va surtout contre les intérêts des pays les moins développés. Je note que certains pays des Caraïbes n'ont même pas assez de personnel qualifié pour mener les négociations.

AS. Les syndicats québécois CSN et FTQ ainsi que le gouvernement du Québec, pour leur part, croient qu'un traité Zléa est acceptable, à condition d'avoir des clauses sociales ajoutées.

HC. Je ne suis pas au courant de leur position à ce sujet, mais le problème sera discuté de manière formelle et informelle au cours du forum. Moi, je m'en tiens à la position du Sommet de Québec (avril 2001) qui rejette les traités dans leur esprit actuel; j'appuie une renégociation radicale basée sur les vraies nécessités sociales des pays qui veulent participer aux traités.

AS. Quelles sont les leçons de la crise argentine de 2001(contraction économique à cause de la parité dollar peso)?

HC. Il faut qu'on respecte la volonté populaire. Il faut qu'il y ait plus de démocratie. L'Argentine n'est vraiment pas indépendante : même le Mexique a plus de marge de manœuvre.

AS. Comment pensez vous qu'on peut influencer les grands médias occidentaux pour qu'ils fassent une plus grande place aux mouvements et manifestations du type du Forum social mondial?

HC. Il faut mobiliser les masses, qui à leur tour pourront faire pression sur les médias.

Présence de François Hollande

Gagne-t-on les élections françaises à Porto Alegre? Question à méditer.

La diplomatie française était en force dans la capitale gaucha, avec six ministres socialistes et des centaines de fonctionnaires de divers ministères. François Hollande, secrétaire général du même parti, ainsi que divers fonctionnaires RPR et UDF, partis d'opposition de droite et de centre-droite à l'Assemblée nationale française, ne veulent pas être en reste. ATTAC, coorganisateur du forum, a financé le voyage d'environ 180 de ses militants français.

Les intonations parisiennes sont très présentes à l'hôtel San Rafael, l'endroit où il est bon d'être vu cette semaine. « Le forum est littéralement phagocyté par des députés français. Pour notre campagne électorale présidentielle et législative, on s'arrache une photo avec un élu du Partido dos Trabalhadores », explique Mathieu Colloghan, de l'hebdomadaire écologiste Rouge et vert, qui en est à son deuxième Forum social mondial. « Le budget participatif a une image très positive en France », dit Mathieu, qui déplore en même temps un Forum social mondial de plus en plus « officiel » et mondain. Édouard de Cabarrus, attaché de presse au consulat français de Sao Paolo explique : « Le Brésil est un pays du Sud qui a initié une gestion municipale participative. La France a de très bons liens à la fois avec le PT et avec le PdB du président Cardoso (centre). L'amélioration de la mondialisation constitue aussi une critique constructive des États-Unis », d'ajouter M. de Cabarrus.

Des Doutes sur la Représentativité du Budget Participatif

La représentativité démocratique du budget participatif est loin de faire l'unanimité parmi les partis concurrents du PT en l'État fédéral Rio Grande do Sul, ainsi que parmi beaucoup d'électeurs « gauchos » (habitants de la région). De nombreux critiques, dont plusieurs membres de l'opposition municipale à Porto Alegre et dans l'État du Rio Grande do Sul voient le budget participatif comme un processus facile à manipuler de manière démagogique. « La promotion énergique de la Zléa par les États-Unis est une des raisons pour lesquelles le Brésil cherche des relations avec l'Europe et la France », explique le ministre français de la coopération Charles Josselin, du Parti socialiste, présent au forum des municipalités avec de nombreux membres de son cabinet. « Le libre échange ferait attacher trop étroitement le Brésil aux États-Unis, il en serait trop dépendant. La

France, elle, prône le concept de la multi-polarisation », dit Josselin. Pays atlantique et européen avec une forte tradition internationale, la France a donné suite aux préoccupations brésiliennes. Dans le domaine culturel, la France tâche d'être présente, avec des centres culturels à Rio de Janeiro et ailleurs. « L'échec du développement est souvent dû à l'oubli de la culture. Il faut assurer la diversité culturelle », dit M. Josselin. Dans toute l'Amérique latine, les États-Unis sont très présents, surtout avec des chaînes de télévision en langue locale.

La France est aussi un important investisseur au Brésil. Les supermarchés Carrefour sont un endroit incontournable pour les achats à Porto Alegre. Cette chaîne est aussi présente ailleurs en Amérique latine, par exemple au Mexique. À Porto Alegre, dans la banlieue industrielle de « Canoa », les bâtisses d'Alstom, producteur français de matériel ferroviaire, sont visibles depuis l'autoroute.

M. Josselin, dans la même entrevue a fait état d'une première française, l'initiative pour pays très endettés (PPTE). La France a décidé d'effacer la dette du Mozambique, du Cameroun, et de la Mauritanie. L'initiative de « désendettement », une version allégée de la précédente, inclut, elle, le report des échéances. Mais à condition de produire « un document de lutte contre la pauvreté ». Le document définitif doit être produit dans un délai de deux à trois ans. Quarante pays sont concernés. Dans le cadre de l'initiative, on produit des « contrats de désendettement ». Le tout doit être surveillé par un « comité de pilotage », incluant l'ambassadeur français et la « société civile locale ». « C'est la société civile qui a fait porter le domaine de l'effacement de la dette », explique le ministre socialiste. « J'espère que les élections présidentielles et législatives engagent les autres partis français dans la même direction », continue de remarquer M. Josselin.

Porto Alegre, Un Tour Insolite

Nous sommes à Porto Alegre, qui depuis un an a acquis une immense réputation mondiale – au moins parmi ceux qui souhaitent une alternative à la morne cruauté du néolibéralisme. Porto Alegre : écho lointain d'un monde meilleur – disons-le carrément, d'une utopie qui se cherche depuis une certaine éclipse du marxisme.

Les locaux du Forum social mondial à l'Université catholique pontificale (PUC) – payante – sont modernes, impeccables. Neuf et propre, le siège du Forum donne l'image d'un Brésil moderne, informatisé, médiatique qui sait communiquer : qui aime lancer un défi.

En revanche, l'Université fédérale (UFRGS), elle, pâtit par manque de fonds publics – situation courante en Amérique latine. Dans ces conditions, les professeurs et les étudiants font grève la moitié du temps. Le FMI demande des coupures dans les dépenses publiques, les politiciens s'empressent de lui faire plaisir – vous connaissez la suite. Les journalistes du monde entier accourent de plus en plus afin de chercher la fameuse alternative... Aidé par le célèbre ATTAC de Paris, le gouvernement du Partido dos Trabalhadores organise le Forum social mondial, mais le gouvernement du Brésil, puissance émergente qui essaie de défendre son marché intérieur, n'est pas étranger au projet : il fournit une efficace protection militaire aux événements du Forum.

La plupart des participants restent dans le centre des congrès, dans le centre historique. Vont-ils connaître Porto Alegre? Voilà qui n'est pas si sûr.

Découvrons la ville, celle qui est également hors des quartiers huppés là-bas sur la colline, hors des guides touristiques. Porto Alegre est grande – la région métropolitaine compte quelque 3 millions d'habitants – les églises datent d'environ 1800 (c'est une coquette ville de province)... Le centre est bouché à midi par des embouteillages. Le pittoresque marché central du 19^{ème} siècle sent les épices et les exhalations humaines. Les habitants sont de souche portugaise, italienne, allemande : environ 20 % sont d'origine africaine. La ville s'est donnée un sérieux coup de jeunesse pour le Forum.

Cette ville se veut une ville de travail. Une fresque héroïque à l'aéroport exalte le travail des métallos et des constructeurs. C'est aussi une ville qui élit depuis douze ans un maire de gauche du Partido dos Trabalhadores.

L'ancien syndicaliste de l'industrie du pétrole, Bautista Gross Almeida, nous aide à découvrir sa ville natale. Disons-le clairement : loin

de l'utopie, Porto Alegre est une ville de contrastes. Les contrastes extrêmes du Brésil – laboratoire hilarant et cruel. Des secteurs riches, buildings qu'on pourrait voir dans les bons quartiers de Barcelone ou même de Los Angeles, occupent des espaces immenses. Dans le Club de la Juventud, les jeunes filles riches font leur sortie en société, protégées par des serviteurs en uniforme et des gardes du corps. Ailleurs, dans la basse ville, quand il pleut – des cordes – les rues se transforment en fleuves.

Quartiers industriels trépidants, favelas qui arrachent le cœur. La condition humaine s'y déploie comme dans un roman de Balzac – version 2002.

Nous nous dirigeons vers les îles de Guaiba. Ancien refuge écologique, il est squatté depuis vingt ans par des hommes démunis. Ils ramassent des débris. Là où les ressources économiques existent, on recueille les ordures avec des camions. Les quartiers plus pauvres font appel à des charrettes, tirées par des chevaux faméliques. Ceux-ci traversent le grand pont. Elles amènent les sacs en plastique bien remplis et fermés à Guaiba.

Une coopérative locale, fleuron d'une économie sociale et solidaire rudimentaire, fait le triage et le compactage des ordures. Elle les recycle. Quelqu'un doit le faire! Je me demande combien les ouvriers gagnent par jour, mais j'oublie de poser la question. Plus loin, des couches de bébé recyclées de vieux vêtements sont accrochées au soleil pour sécher. Je crois que c'est quand même plus naturel que les Johnson et Johnson. Des habitants de diverses races qui ont manqué, ou bien n'ont pas pris le virage Internet, le train de la mondialisation. Ou bien sont tombés dans le gouffre de la pauvreté. D'anciens paysans sans terre.

Quand la lagune produit des inondations périodiques, les ordures flottent, les huttes au bord de l'eau sont submergées. Pourtant, les maladies mentales sont rares dans ce quartier. Derrière le franc sourire se cabre la fibre dure de l'être humain. Parmi les plus pauvres, nous voyons qu'il y a aussi des riches et des pauvres. Télescopage à l'infini...

Laboratoire du Troisième Millénaire

Bautista nous amène à Canoas, banlieue industrielle. On se croirait à Birmingham ou à Le Creusot en plein XIX^e siècle. Bruits saccadés, pollution. Des industries s'étendent sur des dizaines de kilomètres : je lis Hartz Mountain, nourriture pour animaux domestiques – succursale d'une société américaine. Alstom produit ici du matériel ferroviaire à des salaires inférieurs au quart, voire au cinquième du salaire des ouvriers français. Plus loin, le long de l'autoroute, on voit une grande foire de bétail avec des haies et des enclos. L'État Rio Grande do Sul est un grand producteur de viande et de lait.

Le long des autoroutes, encore des favelas : N'arrêtez pas, risque de se faire agresser!, scandent des panneaux d'avertissement. Le soleil de l'été austral tape extrêmement dur : je me sens comme dans un sauna. La tête flotte... j'ai envie de bière ou d'eau minérale. De loin se montre le mirage du profil de la ville de Porto Alegre. Manhattan tropical! Ville de travail et de politique, entourée de la lagune envahissante : monde primal, chaud, humide. Serait-ce le laboratoire du troisième millénaire?

Né en 1957, André Seleanu a été correspondant principal de Recto Verso de 1999 à 2004 pour les questions du Tiers Monde liés à la globalisation néo-libérale. À ce titre, il a couvert le Forum Social Mondial en 2002. Il a également couvert les mouvements indigènes en Bolivie, Équateur, Pérou et les mouvements de gauche en général en Amérique latine. Il a aussi écrit sur les enjeux liés à l'exploitation minière du Sud par des pays du Nord dont le Canada ainsi que sur les traités de libre-échange. Il a interviewé à Québec Hugo Chavez, ancien président du Venezuela, décédé depuis, et à Cochabamba Evo Morales, dirigeant des cocaleros de Bolivie et actuel président de ce pays. André Seleanu était principal correspondant de Recto Verso au Forum des Amériques à Québec en 2001. Il a aussi collaboré au quotidien Le Devoir sur les questions de l'Europe de l'Est, ainsi qu'à La Presse et dans des revues telles que Vice Versa, Temps Fou et autres sur des problèmes liés à la politique internationale. Enfin, il collabore fréquemment à la revue québécoise de références Vie des Arts depuis 1997 en tant que critique d'art et journaliste d'arts visuels et à la revue Canadian Art de Toronto ainsi qu'à la revue The Medal du British Museum.